

Rencontre avec le collectif etc, le vendredi 18 avril 2014 à Nantes en marge de leur intervention sur le campus Tertre.

Le collectif etc est aujourd'hui composé de 10 architectes. Il développe depuis 2009, toujours dans un soucis de dynamique collective, une pratique de l'architecture qu'ils interrogent à travers différents médiums. À leur sortie de l'école ils débutent un voyage, le Détour de France, qui va poser les bases de leur pratique actuelle. Nous les rencontrons sur leur désir d'ouvrir leur pratique à un public non-exclusif et sur leur vision d'une architecture qui questionne les normes de la fabrique de nos villes.

Pour débiter la rencontre pourriez-vous nous exposer un peu la genèse du Détour de France ?

Cédric

Le projet a débuté à l'école, on était tous répartis sur 2 ou 3 promos, et on vivait dans des colocations, avec déjà cette notion de mélange de vie professionnelle naissante et de vie collective car on partageait le travail, c'est là qu'on a commencé à mutualiser les compétences de chacun. D'autre part à l'école, à la période des diplômes, toutes les promos se retrouvent pour aider ceux qui passent leur diplôme à finir leur projet, et c'est avec le mélange de ces deux facteurs qu'on a commencé à comprendre la puissance d'un groupe, de ce qu'il était possible d'accomplir lorsque tout le monde va dans le même sens. Au fur et à mesure des années on commençait à en avoir marre des projets virtuels à l'école. On voulait se confronter au réel, et on a commencé à faire des micro-projets, de petites interventions qui relevaient presque plus du street-art au départ. Puis on s'est rendu compte de l'intérêt qu'avaient ces interventions et ce que ça produisait, et on a commencé à réfléchir à la question du réaménagement de l'espace public.

On a donc proposé à l'école de réaménager le parking qui se trouve devant le bâtiment, parce qu'il n'y pas d'espace public à cet endroit. L'école a accepté et cela nous a lancé sur une semaine de workshop où il y avait aussi une sorte de petit concours pour les étudiants, il y avait déjà l'idée de mettre les autres à l'œuvre sur le chantier, et de ne pas imposer notre patte. De toute façon à 12, la notion d'auteur est de fait remise en question, et cela impose de trouver des systèmes où la création collective se fait à d'autres moments que dans le dessin ou l'écriture du projet.

Et au-delà du fait que les étudiants pouvaient participer, l'idée de re-questionner les usages étaient déjà là ?

Oui, c'était la première fois qu'on touchait à l'équipement d'un espace public, mais on avait déjà envie de voir comment les étudiants allaient s'emparer de l'endroit. On se disait que ça pourrait être une plateforme pour que, par la suite, ils essayent différents formats d'aménagement de l'espace, ou que des profs fassent des TD là-bas, que ça puisse servir de laboratoire. Mais ça n'a pas forcément marché, par contre ça a vraiment installé l'idée que cet endroit est dédié au public, qu'il est ouvert aux étudiants, aux lycéens d'à-coté... Ainsi, on a pris conscience d'une autre façon de faire, plus directe, plus légère aussi mais surtout on a senti le potentiel d'émulation que génère ce genre de projet. C'est pourquoi on a commencé à pousser un peu nos recherches sur ce qui se faisait sur ce format-là en France et ailleurs car c'est totalement absent du cursus scolaire aujourd'hui. Sur la toile on a trouvé des collectifs tel que EXYST, Bruit du frigo, Coloco ou Les Arpenteurs qui travaillent sur ces questions-là depuis 15-20 ans. Alors on est allé les rencontrer, et on s'est rendu compte qu'on avait beaucoup de lacunes sur ces sujets.

On a alors décidé de prendre un an un peu sur le modèle des compagnons du devoir, pour aller rencontrer ces gens, pour essayer de comprendre comment ils pratiquent l'architecture en participant à des projets avec eux. On voulait prendre un an d'apprentissage pour vraiment se nourrir d'échanges de savoir faire en choisissant nous même le réseau de personnes auprès desquelles on avait envie d'apprendre.

Et ainsi définir votre propre pratique en tant que collectif ?

Oui, on s'interrogeait sur ce qu'est un collectif, qu'est-ce que c'est exactement l'architecture participative... et on se nourrissait de chaque rencontre, et on s'est positionné en fonction de chaque échange. On piochait comme ça dans les outils de chacun. Par exemple, après avoir rencontré Xavier Juillot, il fallait tout faire péter,

il fallait absolument dénormer les choses ; après avoir vu Les Arpenteurs, on a beaucoup réfléchi parce qu'ils ne construisent rien, ils font de la capacitation : ils créent des conditions pour que les gens fassent des choses, eux, ils ne font pas de projets, ils permettent à certaines personnes de faire des choses et ils remettent en cause la notion d'auteur.

Pierre Mahey disait « avant j'étais architecte, maintenant je suis guéri. » Ce genre de rencontre a formé notre façon de faire.

Donc oui, ce tour de France, de part les rencontres, les cadres de projets, le rythme, nous a permis de nous définir en terme de pratique qui est par la suite devenue professionnelle. Pour autant notre mode de travail est indissociable de notre mode de vie, parce qu'on a habité ensemble pendant un an dans un tas d'endroits, on a galéré sur les routes en vélo pendant 5000 km, bref on a partagé du quotidien à 100% pendant un an et notre pratique s'est construite sur ce mode d'habiter. Le détour de France a permis de poser tous les fondements de cette fusion quotidien/pratique, ce que cela nous apporte, qu'est-ce qu'on défend dans ce mode de vie.

Comment vous ciblez les personnes avec qui vous vouliez vous former, vous aviez ciblé essentiellement des collectifs d'architectes ?

Maxence

Ce qui était quand même une idée très forte comme objectif du détour de France, et qui s'est transformé au long du voyage, c'était de tisser un réseau. On se disait qu'on allait faire se rencontrer toutes les personnes qui envisage l'architecture différemment et qu'on allait fédérer quelque chose.

Benjamin

C'est vrai qu'à partir de ce moment on s'est ouvert à d'autres pratiques que l'architecture. On s'est rendu compte qu'il y avait des sociologues, des artistes, des urbanistes, des géographes, des graphistes qui traitaient de cette question-là et ça nous a aussi ouvert l'esprit sur nos pratiques, notamment sur l'urbanisme autour duquel nous n'avions pas eu beaucoup de cours à l'école. Cela a d'ailleurs créé beaucoup de débats pour savoir si tel ou tel collectif rentrait dans ce qu'on avait appelé la fabrique citoyenne de la Ville

Vous dites que ça s'est transformé au long du voyage mais à la base vous aviez une idée formalisée ?

Au départ on voulait créer un site ou une « plateforme d'échanges ». On avait fait une petite plaquette pleine de grandes phrases, on voulait « capitaliser les expériences » pour avoir une force de frappe collective et unifiée. Et puis cette idée est retombée parce qu'on a rencontré les anciens qui

en on vu germer des milliers des idées comme ça et mourir aussitôt pour la plupart. Donc on a décidé d'organiser une rencontre dont l'objectif était de parler de cette notion de réseau. Parce qu'au fil des rencontres on sentait bien qu'il y avait une sorte de scepticisme à l'égard de cette idée de fédérer.

Finalement à cette rencontre, où on avait invité tous les collectifs clés de France, le réflexe de chacun a été de se différencier des autres, chacun tient à ses spécificités et en gros on a tous pris une claque, même si on est heureux que ça se soit passé comme ça. Tout le monde s'est accordé à dire : pourquoi on s'enfermerait nous même dans une case alors même qu'on se bat tous pour ne pas être rangés dans ces cases.

Fédérer, c'est prendre le risque, en s'institutionnalisant, de renvoyer certaines structures à la marge. Alors on s'est dit qu'il fallait préserver plutôt cette liberté, en restant informel mais en se disant qu'il fallait quand même qu'on échange plus. Là-dessus on a pas vu de changements fondamentaux même si des collectifs se sont rencontrés et maintenant travaillent ensemble. Ça a eu le mérite de décroisonner chaque groupe, et de définir mieux la pratique de chacun. Donc aujourd'hui on s'entraide mais de manière informelle.

Cédric

Il y avait un chercheur italien (ndlr : Alexandru Senciuc) qui était présent à la rencontre et il disait que : Dès lors qu'il y a une plateforme globalisante, il y a un système de représentation qui se met en place, et il y a des rapports de forces qui s'instaurent, et qu'aujourd'hui avec les réseaux sociaux et les outils numériques que l'on a nous sommes tous un média. Il parlait d'identité liquide en disant que chacun peut publier les projets des autres, mettre en libre service les cahiers des charges que l'on a écrit, etc. Mais bon, en vrai, tous les collectifs n'envisagent pas ces outils de la même manière. C'est pour ça que nous avons un blog où on peut parler des références, des outils, et on encourage les autres à faire la même chose.

Il a beaucoup été question de la place du réseau et de vos « homologues » activistes dans votre présentation du Détour de France, mais nous aurions aimé vous entendre sur la place que vous faites à la participation des usagers et plus précisément sur la forme de « chantier ouvert » que vous avez choisi pour les projets. Qu'est-ce que cela implique pour vous de permettre la participation du public ? Et comment impliquer des néophytes à votre pratique ?

Benjamin

Souvent on nous demande si on a dessiné tel ou tel équipement avec les gens, mais nous intégrons rarement la participation avant notre intervention,

en général on s'arrange pour rencontrer un maximum d'acteurs avant d'intervenir, de faire des ateliers avec les gens avant de commencer, pour voir un peu les attentes sur ce projet. Mais on ne dessine pas forcément les choses avec eux. Il peut y avoir des allers-retours en revanche l'implication se passe vraiment à l'endroit du chantier, au moment de construire quelque-chose qui devient support à la discussion.

En général, il y a un peu de public spontané, mais on travail beaucoup avec des groupes, des écoles, des centres sociaux qui viennent sur des créneaux particuliers. Le but lorsque l'on organise les chantiers, c'est de croiser le maximum de publics, le but est de sensibiliser les gens aux questions d'espace public, de son appropriation, de son avenir. Cela ne passe pas forcément par la construction on essaye de varier les outils : jardinage, concerts, repas, pétanques ; cela dépend des potentiels. Parfois ça n'a aucun rapport avec les chantiers. On invite aussi de temps en temps d'autres acteurs à venir proposer quelque-chose. Par exemple à Reims, le bibliobus est venu se poser. L'idée est de profiter du lieu pour créer une émulation.

Cédric

On parle parfois, d'activation plutôt que de participation, c'est l'idée que le temps du chantier est celui où tout se passe et c'est ça que l'on vend aux mairies aujourd'hui. L'objet construit fini n'est pas une fin en soi mais ce qui se passe autour est tout aussi important. Lorsqu'il y a un concert sur site par exemple, ça n'a rien à voir avec ce que nous construisons mais en même temps ça à tout à voir car les gens s'habituent à venir utiliser ce lieu-là.

Ils voient que les choses sont en train de bouger sur le chantier. Cela produit du respect pour cet objet, même s'il est fragile et pas là pour très longtemps. Au moins tout le monde sait d'où ça vient et tout le monde a en tête des images de la fête ou des réunions qu'il y a eu. Ce n'est pas la même chose que si tu catapultes un objet quelque-part, que tu l'imposes aux usagers. Parfois les mairies nous disent « ça va brûler votre truc, ça tiendra jamais. » mais comme c'est construit de manière humaine, conviviale ça ne se passe pas comme ça.

Est-ce que vous avez eu parfois des retours d'habitants, qui se sont sentis exclus de la prise de décision en amont ? Qui vous disent, c'est bien de vouloir nous faire participer à la construction mais on aurait voulu participer à la conception ?

Benjamin

Je n'ai pas d'exemple en tête mais ça à déjà dû arrivé, c'est sûr même, car il n'y a pas une bonne solution mais une multitude de solutions. Nous faisons des interventions temporaires, c'est aussi un questionnement, alors leur implication est

peut-être arrivée trop tard pour notre projet mais elle pourra être intégrée dans ce qui viendra par la suite. C'est pour cela que l'on cherche à inscrire nos chantiers dans des projets de rénovations par exemple, afin de faire en sorte que notre projet serve à alimenter le programme du projet qui arrive ensuite, mais ce n'est pas toujours évident à faire.

Cédric

Effectivement, je pense que la réponse de Benjamin est un sens possible de la participation, mais je pense que ce qui est important dans notre pratique c'est de partager un moment avec plein de gens, sur ces deux semaines de chantier, où chacun reprend un peu confiance dans la capacité à faire des choses. Ce truc là, si on devait l'appliquer à des gros chantiers en dur qui sont réalisés tous les 20 ans et bien tu ne peux pas demander aux habitants la même implication.

Notre idée c'est que des espace stratégiques, des lieux de passages, comme un pied d'immeuble par exemple doivent être remis en question beaucoup plus souvent. L'important n'est pas de savoir si le banc est bien placé parce que ce n'est pas pour longtemps. Et tant mieux s'il est mal placé, des usagers auront réussi à voir et formaliser ça et ils pourront dire la prochaine fois, on le mettra là pour telle ou telle raison. Notre démarche c'est vraiment de sensibiliser des personnes à l'environnement quotidien, car, aujourd'hui tout le monde s'en fout ! Il n'y a aucune culture de ça, ni à l'école ni ailleurs. Donc cette envie, cet intérêt, ça se construit. C'est ça véritablement notre travail, c'est construire cette envie avec les gens.

On se dit que si on pouvait faire évoluer une place non pas une fois mais dix fois, et pas forcément par les mêmes acteurs il y aurait une vraie richesse à tirer de ces expériences. Les villes, les vieux bourgs qui font fantasmer tout le monde, se sont construits comme ça d'ailleurs, on augmente, on modifie, on ajuste au fil du temps.

Ça rejoint un peu ce que vous aviez prévu de faire à Rennes lors du Détour de France, où vous vouliez que le budget qui vous était alloué serve à financer aussi d'autres expériences menées par d'autres collectifs pour continuer à faire bouger la place. Si vous n'avez pas réussi à enclencher ce processus, ou si ça ne se fait assez peu, est-ce parce les institutions bloquent le mécanisme ?

Benjamin

C'est difficile de répondre, car ces cadres de projets n'existent pas encore vraiment.

Cédric

Prenons un exemple, sur un projet où le budget est d'un million d'euros tu peux proposer, pour ce prix là, soit un équipement fixe pour les vingt prochaines années, soit cent mille euros fois dix ans pour que le projet soit re-questionné à chaque fois et évolue

au fil du temps. À la fin on est sûr que tu peux avoir un projet de la même envergure, mais avec une mobilisation habitante beaucoup plus forte et l'on minimise les grosses erreurs car on aura ajusté au fil du temps.

Cette idée on l'évoque beaucoup avec différents acteurs et ils sont d'accord avec cette idée-là. Mais pour que ça ait lieu, il faut repenser le système qui est fait pour dé-responsabiliser tous les acteurs, où le flou n'a pas sa place dans les projets, on ne veut plus qu'il y ait de mystère. Les élus veulent signer un contrat précis et veulent être sûr d'avoir la même perspective à la fin de la réalisation que celle produite en 3D sur laquelle ils se sont appuyés pour vendre le projet.

Pour les élus c'est impossible de vendre du flou; c'est une vision anti-politicienne, puisqu'on leur demande de nous appuyer dans l'idée que ce n'est pas eux qui vont choisir mais plutôt le temps et le mystère des gens qui vont venir faire vivre le projet. On ne peut pas leur donner une image de ça et eux ne peuvent donc pas rendre compte de leurs projets. Cela demande beaucoup de temps pour emmener les élus – parce que ça dépend essentiellement d'eux – sur ces terrains là, et donc il faut bien les connaître, faut qu'ils aient confiance en nous. Cela demande surtout une vraie transformation de la pensée politique des projets d'aménagement afin de dire Nous ne vendons pas une image mais un processus.

Aujourd'hui, ça, ils en sont incapables, car ils n'ont pas les outils même juridiques. Pourtant ça ne sont pas des entraves insurmontables! Pour nous l'enjeu, d'une forme de construction participative, est basé là dessus, sur la question des financements publics. Nous on se bat un peu dans des cadres institutionnels afin de générer des vrais commandes publiques dans ces champs-là.

Il y a une question qu'on se pose de plus en plus en vue de notre pratique des projets participatifs, c'est la question de la pérennité de l'action. Souvent on arrive à un endroit, on enclenche un processus sur un temps très court et puis on part ailleurs faire de même, et on se demandait si votre toute récente installation à Marseille, n'est pas un début de réponse à ce problème lié à la temporalité des projets comme ça a pu être le cas sur le Détour de France? Et d'ailleurs même dans l'utilisation des termes ça se ressent, on parle tous de projets, qui intrinsèquement ont un début, un objectif, et une fin et qui sous-entend qu'une fois achevé on passe au suivant.

Cédric

Effectivement on est en train d'écrire un projet... (rires), y'a plein de définitions qui opposent projet et processus, mais nous on emploie le mot projet comme mot-valise qui découle directement de notre enseignement en architecture.

Bref, nous avons l'impression d'avoir des outils pas trop mal développés à différentes étapes, que nous avons testé différents scénarios mais que ce bagage qu'on s'est constitué est dilué un peu partout en France. Il y a des traces, mais si personne ne continue à faire vivre les espaces, c'est loin de notre idéal. Si finalement il ne reste que la belle photo qu'on a fait à la fin des deux semaines, et que des bons souvenirs, on aura pas réussi totalement ce que nous avions envie d'entreprendre.

À Marseille, on a envie d'agir différemment, localement, en lançant un ensemble de processus, qu'on va pouvoir assumer sur le long terme. On veut pouvoir transmettre, des modèles de gestions et vraiment faire de l'urbanisme bottom-up (on a pas besoin d'attendre la décision politique pour transformer un espace.)

On croit vraiment qu'on peut renverser le schéma mais tu ne peux le faire que si tu restes longtemps, que tu construis une base solide d'acteurs, et puis petit à petit tu peux constituer une sorte de pouvoir local qui peut devenir intéressant.

On aime bien le projet qu'on a fait à Bordeaux – où on était invité par une asso de quartier – car on a l'impression d'avoir appuyé une nouvelle organisation du pouvoir là-bas. Aujourd'hui cette association a fait valoir son savoir sur la gestion de la place et ils deviennent les référents autour de cette place. Le jour où la mairie veut toucher à cette place ils iront d'abord consulter cette asso ! C'est une sorte de micro-victoire de l'urbanisme bottom-up.

Benjamin

Mais le fait de s'installer à Marseille ne veut pas dire qu'on s'interdit d'aller filer un coup de main à ce genre de projets, on veut continuer à se nourrir de contextes différents et de rencontres. De plus, lorsque tu es extérieur, tu as un regard neuf sur le réseau et tu peux faire se mettre autour d'une table des gens qui n'avaient plus envie de se parler.

Cédric

Si on avait un mot-clé, ce serait l'optimisme.

Est-ce que vous avez une hypothèse quant à la dé-responsabilisation des individus lorsqu'il s'agit d'espace public?

Maxence

C'est ce qu'on disait tout à l'heure, il n'y a pas de culture de ça, aucun enseignement, aucune information.

Benjamin

Et puis si on veut sortir un peu des grands mots on peut dire que tout le monde est habitué à cette posture de spectateur qui découle de la société de consommation. Tout le monde est habitué à payer un service aujourd'hui et donc quand tu payes tes impôts y'a intérêt à ce que les poubelles soient vidées et que les crottes soient ramassées. Il n'est pas question d'une implication au sein de la vie collective de ta commune, de ton quartier.

Est-ce qu'il y a des mairies qui ne voient dans votre pratique que le côté animation ? Est-ce que vous n'avez pas des fois l'impression de venir labellisé quelque chose ?

Benjamin

On se méfie un peu mais ça arrive oui.

Maxence

Tu peux pas savoir, tu peux pas jauger ça.

Cédric

C'est très dur à dire parce qu'à chaque fois que tu bosses pour des gens, ils gagnent forcément quelques chose, et toi aussi par la même occasion. C'est un espèce d'échange. On a déjà eu des psychoses comme ça : « on est en train de se faire bouffer. » C'est toujours la peur de voir l'autre tirer plus dans le mauvais sens que ce que toi tu vas tirer dans le bon sens. Mais bon si tu commences à réfléchir comme ça... Tu ne t'en sors pas.

On essaye aussi de faire en sorte que les images qu'on produit, que les lieux qu'on produit ne puissent pas non plus être interprétés trop de travers. Il y a un moment quand tu vois les photos, les gens font des choses, les moments de convivialité c'est difficile de détourner ça à d'autres fins je crois.

Mais dans certain cas ça sert aussi les élus...

Cédric

Ça dépend, c'est compliqué, ça leur sert à quoi ? Bien sûr qu'ils viennent prendre leurs photos à la fin. Mais en même temps c'est notre but que eux s'en emparent. Et s'ils s'en emparent et que les gens revotent pour eux la fois d'après, c'est tant mieux, on pourra rebosser avec eux qui sont déjà convaincus. Il ne faut pas rentrer dans la psychose. Le problème c'est qu'aujourd'hui sur la question de l'aménagement, les élus n'ont pas quinze mille schémas sous les yeux. Ils sont pas forcément inventifs à tout les points de vue, ils ont pas forcément le bagage ou cette culture de l'alternative et encore moins de l'urbanisme. Donc quand ils disent « on doit refaire la place, qu'est-ce qu'on fait ? On appelle le service aménagement, ils écrivent un appel d'offre bien gentil et puis on organise un concours ».

C'est comme ça qu'ils font parce que les seuls personnes qui viennent leur montrer des trucs ce sont les grosses revues, les grosses boîtes du BTP qui passent leur temps dans les mairies pour leur dire « Regardez ce qu'on a fait là-bas. Ça c'est nous qui avons investi donc ça n'a rien coûté à la mairie ». Ce sont ces mecs-là qui font le lobbying. C'est sûr que si nous on vient pas le faire, alors les mairies vont toujours choisir les autres. Mais en même temps c'est bizarre, parce que nous on est un mélange. Ça c'est notre boulot professionnelle de faire ça et à côté il y a notre boulot militant. On est à la moitié. D'ailleurs on se

paye un demi-salaire, donc on doit être à moitié militant et à moitié professionnel. (rires)

À la fois il y a ce boulot-là et à la fois il y a des moments où on se dit que ce qu'il faut organiser c'est plutôt le côté militant justement. On a pas besoin des élus ou de leur appui. Avec telle communauté on se pose et on fait un truc. On a pas besoin de leur budget, on peut en trouver d'autres qui ne sont pas ceux de la mairie. Et on leur montre qu'on n'a pas besoin d'eux.

Mais de toute façon le schéma politique il est comme ça. Même si tu fais un truc dans leur quartier sans eux, à un moment donné ça s'est passé dans leur quartier, ils en sont responsables, donc s'il se passe quelque chose de cool ils diront : « Regardez ce qui se passe de bien dans mon quartier ». Ils ne pourront peut-être pas dire « c'est moi qui l'ai fait », mais c'est pour eux que ça reviendra.

Oui, mais la différence c'est qu'ils peuvent pas dire « Regardez ce qu'on a fait faire » pendant qu'à côté de ça ils produisent des projets qui vont dans le sens inverse de ce que vous proposez.

Par exemple, prenons Bordeaux, vous avez fait un travail avec l'asso sur la petite place. Et maintenant, ils sont en train de tout virer dans le quartier populaire de St Michel. Maintenant s'ils prenaient le travail que vous avez fait sur la petite place et qu'ils disaient « voilà comment nous on travaille » et qu'à côté ils sont en train de faire ce qu'ils font sur St Michel... Ils ont la possibilité de récupérer la bonne image d'une démonstration participative et à côté de ça d'avoir un travail et une attitude qui sont tout autre. A priori c'est pas le cas mais ça pourrait.

Cédric

Les élus, bien sûr qu'ils sont venus se faire des petites parties de plaisir sur la place. Mais une ville de cette échelle c'est tellement complexe. Au sein de la mairie il y a des mecs qui défendent ceci et d'autre qui défendent cela. Et puis de toute façon Bordeaux ce qu'ils mettront en une de leur plaquette ce ne sera jamais du mobilier en cagette. (rires) Sauf si on commence à bien bosser, qu'on met un peu de polish. (rires) Mais c'est difficile, on est toujours à moitié dans le truc...

Maxence

On a jamais eu de gros problème non plus.

Cédric

Oui et puis on est jamais rentré dans un projet par la lutte ou l'opposition. À un moment donné si tu as envie de faire un truc et que les élus te suivent, alors tout le monde y gagne. Sauf si t'es vraiment braqué ou que c'est vraiment des enfoirés.

Benjamin

Il y en a...

Maxence

Oui et puis tu le sens assez vite dans les propositions qui nous sont faites. Il y a des projets, dans les premières lignes on sait direct qu'on va pas le faire. Parce qu'il y a pas de petite étincelles, par moment c'est évident.

Benjamin

«On est en train de faire une grosse Zac à trente millions, on a une petite poche participative au milieu si vous voulez venir passer la crème...»

Cédric

Plus sérieusement, si des élus récupèrent nos actions, c'est qu'ils prennent conscience de l'enjeu que ça représente.

En fait j'ai l'impression que tu ne peux pas mentir sur ces démarches là, tu peux pas faire semblant de l'avoir fait parce que sinon tu te le reprends dans la gueule.

Le boulot qu'on fait, c'est impossible de demander à des mecs de chez Vinci de le faire. Parce que ça passe par des relations humaines, par le partage de valeurs. Tu peux pas demander à n'importe qui de faire ça. Ça correspond à un état d'esprit, c'est pour ça que ça marche, qu'il y a de la confiance qui se met en place.

Il y a plein de gens qui disent, «la participation par-ci, la participation par-là », ça foire. À chaque fois qu'il y a des publics ils ont l'impression de se faire enfler c'est parce que c'est déjà sur plan, qu'on leur demande pas leur avis. En fait quand ça marche pas les gens ils montent encore plus au créneau. Ce que je trouve bien c'est justement que tu peux pas mentir sur ces trucs là.

À l'inverse à Rennes, on a vu l'envie de concertation des élus et on s'est déplacé à la réunion sur le quartier du Blosne avec A.Grumbach l'architecte en charge de l'aménagement qui présentait son projet. On s'est rendu compte que cette concertation elle était clairement bidon. Mais si on ne s'était pas déplacé, on leur aurait fait confiance, on se serait dit qu'ils font ça de bonne foi, on n'aurait pas vu qu'ils se payaient nos têtes. Et pourtant, peut-être qu'ils n'en ont pas l'impression mais c'est quand même ce qu'ils font. Quand tu vois qu'il y a eu toute une concertation pendant des années avec des ambassadeurs par quartier et qu'au final, au bout de trois mois sur les quarante-sept ambassadeurs il y en avait plus que quatre qui étaient actifs, tu te dis qu'on ne s'y prend pas de la bonne manière. Au bout du compte, ce qu'il reste de la participation ou de la concertation appelé ça comme vous voulez, c'est une tour blanche et une tour noire. Ils disent «oui on vous a entendu» mais ils n'écoutent pas.

Cédric

Après, encore une fois il y a la question de l'échelle des projets. Si on nous mettait à la place de

Grumbach, on ne sait pas si on aurait fait mieux. Il est coincé entre des monstres, des énormes investisseurs, ça représente des milliers d'habitants. Mais peut-être qu'un problème majeur se situe à cet endroit, peut-être qu'il faut pas penser des projets de cette taille-là et plus penser une somme de petits projets.

Benjamin

Mais c'est bien de réfléchir tes petits projets dans une réflexion et une cohérence globale.

Cédric

C'est un peu une fausse question, par définition un projet d'habitat ou de réhabilitation c'est participatif. C'est ce qu'on voit dans certains projets de conception ou de réhabilitation, où il y a douze mille réunions. Ils ne disent pas que c'est participatif, mais quand tu vas dans un projet de réhab' tu vas voir les gens, tu vas voir les bailleurs, tu mets tout le monde autour de la table.

Pour moi, là où c'est un peut-être en train de partir en vrille c'est que c'est devenu des critères. «Ok alors la participation c'est quoi? C'est trois réunions. » Alors que depuis toujours, les mairies qui font bosser des architectes dépensent l'argent public pour apporter des usages, livrer des équipements qui sont fonctionnels qui plaisent aux gens, qui se vendent bien.

Il y a toujours eu des dialogues, les archis sont toujours allés sur le terrain, faire des balades, discuter avec les gens. Ça se fait depuis toujours. Sauf qu'il y a eu des débordements et qu'aujourd'hui les architectes sont de plus en plus dans la notion de l'image. Alors ils passent plus de temps dans leurs bureaux à Paris que sur place et finissent par être déconnectés des projets. Les images sont de plus en plus réalistes, alors les élus réfléchissent eux aussi en terme d'image finalement et de savoir si le bâtiment livré est fidèle à la perspective plutôt que de savoir si les gens s'y sentent bien.

Les trois réunions n'ont rien à voir. La participation c'est une façon de penser, ce n'est pas un but en soi, ce n'est pas quelque chose qui s'explique et qui se compte en nombre de personnes. C'est une façon de trouver tous les outils qui permettent que les gens réussissent à accrocher quelque part, à leur mesure, dans le processus qu'on met en place. Finalement cela permet d'ouvrir la question en ne restant pas dans un débat de spécialistes où tout le long tu gardes ton truc parce que c'est technique et que c'est toi qui gères et qu'à la fin tu leur montres l'image en disant «Voilà on fait ça».

Maxence

Le gros problème c'est que le pouvoir décisionnel n'est pas partagé. Comme disait Cédric, des réunions de concertations il y en a plein mais le problème c'est qu'il n'y a pas de distribution de pouvoir. Le pouvoir il est toujours en haut. Et nous ce qu'on essaye de dire c'est qu'il faudrait redistribuer le pouvoir aux gens qui sont autour de la table, tout simplement. Parce que les gens sont là

de toute manière.

Cédric

Il y a autre chose de fondamental c'est que tout ces gars là ils courent après le temps, ils sont tous charrettes. Ils n'ont pas le temps d'aller sur le terrain, d'habiter une semaine dans un appartement. Ils kifferaient pour la plupart je pense. Ils seraient contents d'organiser des bouffes avec les gens. En tout cas de prendre le temps de faire des choses, de discuter, de faire des aller-retours. Mais aujourd'hui il y a des pressions des financeurs.

Et puis ils passent au prochain

Cédric

Exactement et les architectes bossent toujours deux fois plus que ce qu'ils ont chiffré pour la plupart. Notre grande force à nous, c'est qu'on ne veut pas se payer beaucoup alors on a le temps. On passe trois fois plus de temps que ne le ferait une structure professionnelle. T'es en train de bosser, t'es à la bourre et un mec viens te parler, et bien nous on peut parler avec lui. On ne va pas lui dire « Non écoute, j'ai trois visées à mettre ».

C'est là où votre mode de travail a une vraie influence sur votre mode de vie.

Cédric

Et inversement, le fait qu'on vive toujours ensemble fait qu'on a pas besoin de beaucoup d'argent pour se payer des loyers, de la bouffe etc. puisqu'on mutualise tout. Concrètement, cela nous libère donc du temps dans la structure. Plus tu veux gagner, plus tu te presse et moins bien tu fais les choses, c'est évident.

Vous êtes en contact avec des habitants ou des assos sur chaque site qui vous disent un peu comment ça évolue ? Est-ce que vous vous êtes pris un temps, un « Retour de France » ?

Maxence

On en parle tout le temps !

Cédric

En fait y en a déjà plusieurs sur le détour de France qui ont bougé. Il y en a un ou deux qui ont été démontés, un ou deux sur lesquelles on est retournés faire des trucs. Celui à Bordeaux à été retapé et ils nous envoient des photos. À Montpellier aussi ça a été retapé sans qu'on le sache. Il y a d'autres gens qui ont bossés dessus. Ils sont décomplexés du coup. C'est cool, ils prennent des initiatives. Honnêtement quand on a commencé avec le collectif, avec les premiers chantiers, j'étais choqué par les archis qui ne revenaient pas sur les lieux de leur création. Et en fait on ne peut pas, c'est au quatre coins de la France... Mais on a quelques

nouvelles de temps en temps, des photos qui tombent sur la boîte mail. C'est aussi pas mal des copains. Ou quand l'un de nous passe dans telle ville, il passe checker : « au fait il y a tel fauteuil qui a sauté ».

Maxence

Il y a aussi la moitié des projets qui a été fait en collaboration avec des assos locales. Donc il y a des gens sur place qui peuvent nous raconter ce qui se passe, comment ça vit. Après on a jamais vraiment fait l'effort... Mais ça vient aussi des temporalités, ce sont des projets très courts. On a pas le temps de s'investir énormément parce que le jour d'après il faut qu'on soit dans une autre ville. Et justement, le fait de monter un projet plus long dans un espace comme à Marseille, nous forcera à faire plus attention à comment il évolue.

Cédric

C'est vraiment la notion de collaboration qui est fondamentale dans ce suivi en fait. S'il n'y a pas de structure relais pour s'emparer du chantier une fois qu'on est partis ça ne fonctionne pas. Enfin si à St Étienne il y a un habitant qui tient la place du Géant tout seul. C'est lui qui appelle la mairie quand ça va pas, qui s'occupe de trouver des plantes, il est complètement ouf ! Mais c'est pas très viable comme situation.

Par contre à chaque fois qu'un projet a vraiment été bien monté avec une structure locale, qu'on n'était pas tous seul c'est porté, et donc ça marche mieux.

Maxence

C'est là où ça prend son sens en fait. Il y a des projets où il n'y a pas cette collaboration, comme à Rennes par exemple et je trouve qu'il y a une perte forcément, une perte de puissance dans le projet. On sait pas comment ça évolue...

Là par exemple on a fait un projet à Madrid, invité par le collectif Basurama, qui travaille sur un espace pendant trois ans. C'était clair et net : on arrive, on est dans un moment où eux ont décidé qu'il fallait construire quelque chose. Ça faisait un an qu'ils étaient dessus, ils avaient réfléchi à un programme. Ils nous ont donc proposé de construire notre truc en utilisant les outils qu'on a appris à mettre en place et on est reparti en sachant que ça allait servir ou en tout cas évoluer...

Cédric

Ils nous envoient des photos de nos trucs : là ils sont en train de bouffer, là ils refont un chantier, ils font une deuxième phase, ils bossent à côté... En gros, c'est pas « ah j'ai mis mon œuf » c'est « ah, j'interviens dans tout ce processus qui est génial », à défaut de pouvoir le mener tout le long parce qu'on n'est pas là, même si c'est ce qu'on va essayer de faire à Marseille. Pareil à Bordeaux, Yakafaucon, c'est leur histoire qui est intéressante en fait. Nous notre truc c'est juste qu'on a fait un input avec ce qu'on savait faire. On vient en renfort sur une partie et on discute de ce dont ils ont besoin. Les choses que l'on fait ce sont des outils en fait, qui servent ensuite à des gens. Ça leur a servi,

ils ont bougé des trucs, ils bossent, ça leur sert à réfléchir à la suite des activités à proposer.

C'est là aussi que doivent être re-questionner vos propositions de base par les usagers ?

Maxence

Oui, et ils le font sans nous demander notre avis. Yakafaucon ont décidé de repeindre les structures, à Madrid, Basurama a décidé de reconstruire un truc complètement différent des deux grosses installations normées qu'on avait fait.

Cédric

Bosser dans des cadres comme ça, ça t'apprend un peu l'humilité de l'architecte. Parce que nous on a tendance à s'enfermer dans notre truc de spécialiste quelque-part. Et le fait que ce soit d'autres personnes que toi qui viennent après, cela renverse complètement tes plans.

La question d'un réaménagement permanent vous l'avez récemment proposé dans une forme assez décalée. Dans le cadre de l'exposition de Lucien et Simone Kroll au LU vous avez installé un appartement témoin dans l'espace d'exposition, dans lequel 11 collectifs étaient amenés à vivre et à en modifier l'espace en fonction de leurs besoins, c'était une forme très concentrée des idées que vous mettez en place ?

Cedric

Le LU, c'est la première expérience où on propose un cadre et après c'était « régalez-vous » même si c'est crade. D'ailleurs plus c'est crade, mieux c'est.

Maxence

C'était bien crade d'ailleurs (rires)

Cédric

Je trouve ça génial qu'on ait généré un monstre pareil. (rires)

Non mais au début du tour de France – Mais c'est peut-être la rencontre avec Lucien Kroll aussi – on aurait jamais laissé sortir des bêtes pareils. Fallait que ce soit beau, que ce soit livré.

Mais là c'est tellement plus intéressant de jouer avec ça, avec cette complexité qu'amène une somme d'intentions. C'est un peu ce qu'on a recréé, comme si tous les gens avaient transformé puis retransformé l'espace jusqu'à un truc où il y avait plus du tout de pensée structurante parce que tout est mélangé.

C'est un peu ce que racontait Lucien Kroll aussi : comment tu peux aider à faire émerger des envies, des intentions pour ensuite faire des connexions entre les différentes questions posées. Et ça a permis à certains de se rencontrer d'échanger sur des sujets communs aussi.

C'est ce qu'il y a de bien avec ce projet ! On est heureux de croiser des gens qui nous disent : « on s'est rencontré au LU, et maintenant on partage

nos locaux », y'a des colocs qui se font par exemple ou L'intercontinental, tous les nouveaux colocs des Marchands de sable, ils se sont rencontrés autour de la récupération du matos de l'expo. Du coup ils ont montés leur structure commune, Je trouve que c'est un projet qui remet plein de choses en question.

Benjamin

À la base, au LU, on voulait qu'il y ait deux permanents d'ETC tout le long de la démarche. Qu'on puisse être là et dire : « ah mais vous vous posez cette question ? Eux aussi se la sont posée et leur réponse c'était « ça ». Mais en même temps ça n'aurait pas été aussi radicale je pense. Tout le monde nous a dit finalement que ce qui était cool en fait c'était qu'on ne soit pas là. (rires)

Sans-titre est une revue qui interroge de manière horizontale des problématiques traversant les pratiques actuelles de l'Art, du Design et de l'Architecture.

Sans-titre accompagne notre pratique comme une boîte à outils faite de retranscriptions d'échanges que nous avons eu avec différents acteurs. Ces échanges nourrissent nos réflexions sur des notions telles que la participation, la transmission et la pédagogie... qui continueront d'évoluer en fonction de nos rencontres.

Sans-titre peut se lire par entretien, mais aussi en empruntant les chemins traversants. Interrogeant des termes clés, ils permettront de parcourir les différentes conversations en proposant de nouvelles confrontations, propices à la création d'une vision critique.

Équipe éditorial

Luc de Fouquet
Lucas Meyer

Relecture

Jil Daniel
Florian Stéphant

Caractère

Grotesque 6 dessiné par Émilie Rigaud,
distribuée par A is for apple